



**CONSEIL DE COMMUNAUTE**  
**VENDREDI 17 JUILLET 2020**

L'an deux mille vingt , le dix sept juillet, à 18 heures 30, le conseil de Communauté de la Communauté de communes du pays de Landerneau-Daoulas s'est réuni salle plénière, maison des services publics à LANDERNEAU sous la présidence de Patrick LECLERC.

**Présents**

LECLERC Patrick, GOALEC Bernard, GUILLORÉ Alexandra, FLOCH Jean-Bernard, SOUDON Chantal, POUPON Julien, BERVAS Viviane, CANN Joël, CORRE Michel, CYRILLE Yves, GODET Nathalie, JÉZÉQUEL Marc, KERLAN Frédéric, LE GALL Jean-Noël, GRALL Renaud, LE SAUX Jean-Luc, BLANDIN Lénéaïc, BODENEZ Guillaume, BOSSER Christian, CALVEZ-BARNOT Gaëlle, CASU Michèle, CORNEC Elodie, HERVOIR Stéphane, LANGUENOU Céline, LENUE Françoise, NICOLAS Angélique, QUENTRIC-BOWMAN Morgane, QUILLEVERE Séverine, THOMIN Mélanie, APPELGHEM Ludovic, BODILIS Jean-François, LE BRONNEC Erwann, SOUN Véronique, LIEGEOIS Hervé, LEON Jean-Jacques, LE ROY Christine

**Secrétaire de séance**

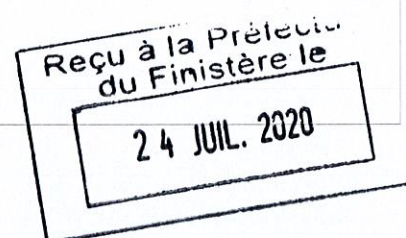
GOALEC Bernard

**Excusés**

BONIZ Jean-Jacques (pouvoir à APPELGHEM Ludovic)  
PHILIPPE Georges (pouvoir à CANN Joël)  
RIOU Michel (pouvoir à KERLAN Frédéric)  
SERGENT André (pouvoir à SOUDON Chantal)  
TANGUY Anne (pouvoir à GUILLORÉ Alexandra)  
TRMAL Marie-France (pouvoir à SOUN Véronique)  
CALVEZ Gilles (pouvoir à QUILLEVERE Séverine)  
MEVEL Stéphanie (pouvoir à BODENEZ Guillaume)  
ROULLEAUX David (pouvoir à NICOLAS Angélique)  
DALIS-ABGRALL Gwénaëlle (pouvoir à BERVAS Viviane)  
LETEURE Tiphaine (pouvoir à BODILIS Jean-François)  
YVINEC Odile (pouvoir à LE BRONNEC Erwann)



Objet	Fonds national de péréquation des ressources communales et intercommunales (FPIC) 2020-Principe de répartition
Rapporteur	Patrick LECLERC
Service	Service Finances
Thème	Finances



Patrick LECLERC donne lecture du rapport suivant :

**EXPOSÉ DES MOTIFS :**

Le FPIC est une enveloppe de péréquation financière, instituée en 2012. L'ensemble intercommunal que constituent la Communauté et ses communes membres a bénéficié du versement de cette enveloppe durant 5 ans et en a perdu le droit en 2017.

Depuis, il perçoit une garantie afin de compenser cette perte. Cette garantie sera perçue pour la dernière fois en 2020 (soit un an de plus que prévu).

Le montant attendu est fixé à 50 % du montant 2019, soit 339 955 €.

La répartition de l'enveloppe est réalisée entre membres de l'ensemble intercommunal selon différentes modalités :

- le droit commun, appliqué par la Communauté depuis l'instauration du FPIC : la Communauté perçoit une enveloppe calculée en fonction du coefficient d'intégration fiscale. Le montant résiduel est réparti entre les communes selon leur potentiel financier.

- un régime dérogatoire, à la majorité des 2/3 :

- entre Communauté et communes, répartition selon le CIF ou un autre critère. Ce critère ne peut avoir pour effet d'écarter de plus de 30 % le montant obtenu par rapport à celui de droit commun.

- entre les communes : en fonction de la population, de l'écart entre le revenu par habitant des communes membres et le revenu moyen par habitant de l'ensemble intercommunal, de l'écart entre leur potentiel financier ou fiscal par habitant au regard du potentiel fiscal ou financier moyen par habitant sur le territoire de la Communauté. D'autres critères de ressources ou charges peuvent être ajoutés, et la pondération de ces critères est libre. Ces critères ne peuvent cependant pas modifier de plus de 30 % le montant attribué aux communes par rapport au montant déterminé par le droit commun.

- une répartition dérogatoire libre : le Conseil de communauté détermine librement les critères. Le vote doit être unanime, dans un délai de deux mois suivant la notification ou à la majorité des 2/3 avec approbation des conseils municipaux.

A ce jour, aucune notification n'a été communiquée. Le document annexé reprend les montants estimés en vertu de la notification 2019, en privilégiant la répartition de droit commun.

**DÉLIBÉRATION :**

Vu le code général des collectivités territoriales,

Vu les statuts de la Communauté de Communes du Pays de Landerneau-Daoulas,

Vu l'article 144 de la loi de finance initiale pour 2012 instaurant le FPIC,

Vu la notification en date du 9 juillet 2020 du FPIC de l'année 2020 de l'ensemble intercommunal,

Vu l'avis favorable de la Commission plénière du 16 juillet 2020

Vu l'avis favorable du Bureau Communautaire du 30 juin 2020

**Le conseil de Communauté à l'unanimité**

**Article unique : décide de retenir comme mode de répartition le droit commun, à savoir :**

- en fonction du coefficient d'intégration fiscale de la Communauté,
- selon les potentiels financiers par habitant et les populations des communes.

Le tableau récapitulatif des montants estimés et détaillant leur évolution entre 2019 et 2020 est présenté en annexe.

Signé par :  
Patrick Leclerc  
Date : 20/07/2020  
Qualité :  
Président-Maire